PROCES VERBAL DE LA REUNION
DU CONSEIL MUNICIPAL
DU 19 DÉCEMBRE 2014

Le dix neuf décembre deux mil quatorze, à vingt heures, le Conseil municipal de cette commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de M. Alain FOUGLÉ, Maire.

Présents : M. FOUGLÉ Alain, M. HONORÉ Jean-Yves, M. ORY Jean, M. ROBERT Jean-Pierre, Mme BOYER Pia,, M. BRÉAL Loïc, M. FAUTREZ Rodrigue, M. PORCHER Henri, Mme COUILLET Floriane, M. BODINAUD Stéphane, Mme PATRAT Annick, M. BURGOT Michel, Mme HUET Rachel, Mme LEGRY Christelle.

Absente excusée : Mme NOLLET-LE BOHEC Inès donne pouvoir à Mme BOYER Pia

Secrétaire de séance : Mme Rachel HUET

Monsieur le Maire déclare la séance du Conseil municipal ouverte à 20h00.

Approbation du compte rendu de Conseil municipal.

Le Conseil municipal approuve, à l'unanimité, le compte-rendu de la réunion du 28 novembre 2014.

Ajout de points à l'ordre du jour.

Monsieur le Maire propose au Conseil municipal d'ajouter à l'ordre du jour les points suivants :

- Document Unique
- CEJ : contrat enfance jeunesse

Le Conseil municipal, à l'unanimité, accepte d'ajouter à l'ordre du jour les points supplémentaires cités ci-dessus.

I – PERSONNEL COMMUNAL – SUPPRESSION DE POSTE

Monsieur le Maire fait part aux membres du Conseil municipal qu'un agent des services techniques a obtenu sa liquidation à la retraite à compter du 1^{er} juin 2014. Il convient de procéder à la suppression de poste après l'avis du comité technique paritaire.

Le comité technique paritaire départemental réuni le 6 octobre 2014 a procédé à l'examen de ce dossier, après avoir pris connaissance des éléments communiqués, a émis un avis favorable pour la suppression de poste d'adjoint technique de 1^{ère} classe.

Après en avoir délibéré, à l'unanimité, le Conseil municipal décide la suppression de poste.

II – DOCUMENT UNIQUE

RÈGLEMENT INTERIEUR

Monsieur le Maire fait part aux membres du Conseil municipal d'une proposition de règlement intérieur doté à la commune de Feins qui précise et complète les droits et obligations des agents territoriaux tels qu'ils résultent des lois et décrets.

Après en avoir délibéré, à l'unanimité, le Conseil municipal valide le règlement intérieur.

RÉALISATION DU DOCUMENT UNIQUE

Monsieur Jean Pierre ROBERT, adjoint au Maire, fait part aux membres du Conseil municipal de la

réalisation du document unique d'évaluation des risques professionnels. Ce document unique ou document unique d'évaluation des risques professionnels est obligatoire pour tout employeur.

- Il doit lister et hiérarchiser les risques pouvant nuire à la sécurité de tout salarié. C'est un inventaire exhaustif et structuré des risques.

- Il doit préconiser les actions visant à réduire les risques, voire les supprimer. C'est donc un plan d'action.

- il doit faire l'objet de réévaluation régulière (au moins une fois par an) et à chaque fois qu'une unité de travail est modifiée.

L'intérêt est de permettre de définir un programme d'actions de prévention qui découle des analyses et évaluations effectuées. L'objectif principal est de réduire le nombre et la gravité des accidents du travail et des maladies professionnelles.

Pour la réalisation de ce document très technique et spécifique, il est proposé de faire appel au Centre de Gestion 35 ou à un prestataire.

Coût de la prestation du CDG 35 : 1 134,00 €

Elle se déroule en trois phases :

- la préparation de l'évaluation : recueil des éléments nécessaires à l'évaluation, préparation interne à la collectivité. Elle a lieu sur site.

- la réalisation de l'évaluation sur site avec l'autorité territoriale et/ou les agents qu'elle aura nommés.

- la transcription des résultats dans un document unique et un programme d'actions de prévention.

Le Fonds National de Prévention de la CNRACL (Caisse Nationale de Retraite des Agents des Collectivités Locales) subventionne les démarches de prévention.

Après en avoir délibéré, à l'unanimité, le Conseil municipal approuve cette proposition, autorise Monsieur le Maire à signer le devis, à solliciter une subvention du Fonds National de Prévention de la CNRACL (Caisse Nationale de Retraite des Agents des Collectivités Locales) qui subventionne les démarches de prévention. La dépense sera imputée sur le Budget principal de la commune (article 6228).

III – SALLE DES FÊTES - VALIDATION DU NOUVEAU RÉGLEMENT

Monsieur le Maire fait part aux membres du Conseil municipal d'une proposition d'un nouveau règlement intérieur doté à la commune de Feins dans le cadre de la location de la salle communale.

« Règlement de la salle communale

Article 1 : Objet

La commune de FEINS met à disposition de l'utilisateur la salle communale avec la salle principale, la scène, le bar, les sanitaires et les parkings attenants.

Par ailleurs, la commune de Feins met à disposition de l'utilisateur le matériel suivant :

- Tables et 4 chaises,

- Vaisselle.

Une convention de location est établie entre la commune et l'utilisateur.

Article 2 : Mise à disposition

Pour les associations régies par la loi de 1901, la mise à disposition est consentie gratuitement une fois par an.

La location est faite par journée entière non divisible.

L'heure de remise des clés est déterminante pour la facturation des journées de location. Une location à la journée est de 8h le matin à 8h le lendemain (remise des clés la veille et retour dans la boîte aux lettres de la mairie). En cas de perte de la clé, celle-ci sera facturée ainsi que la serrure de rechange.

Un rendez-vous doit être pris auprès de la mairie pour l'état des lieux.

La sous location est interdite.

Les locaux sont loués aux particuliers (Finésiens et autres) pour l'organisation de réunions de famille sans possibilité d'y cuisiner.

La salle est chauffée au minimum du 1^{er} octobre au 1^{er} mai d'une manière générale. L'utilisateur sera informé de l'utilisation du chauffage lors de l'état des lieux. Avant son départ, l'utilisateur veillera à son repositionnement au minimum.

L'utilisateur veillera à couper les points lumineux, avant son départ (salle, sanitaires, parking...).

Le nettoyage des locaux est à la charge de l'utilisateur. Les sols devront être balayés et lavés correctement. Les sanitaires seront lavés et désinfectés. L'évier, le réfrigérateur, la machine à laver la vaisselle seront laissés propres (filtre du lave-vaisselle rincé). Les tables et chaises devront être lavées et rangées.

En cas d'utilisation de la vaisselle, elle sera rendue propre.

Les déchets seront mis dans des sacs fermés et prévus à cet effet et déposés dans le container situé à l'arrière du bâtiment sur le parking. Les sacs jaunes contenant le tri sélectif seront ramenés par l'utilisateur afin qu'ils ne soient pas laissés sur la voie publique en attendant le jour de collecte. Les bouteilles en verre seront déposées dans le container prévu à cet effet situé à l'arrière du bâtiment sur le parking.

Les abords et les parkings de la salle seront nettoyés par l'utilisateur.

Il est interdit de fixer des décorations de toutes sortes (guirlandes, affiches...) aux murs comme au plafond.

Tout dysfonctionnement devra être signalé.

Article 3 : Consignes « bruit »

Afin de respecter l'environnement de la salle communale et la quiétude des riverains, l'intensité de la musique devra être diminuée à partir de 23 heures. Les fenêtres et portes « côté route de Dingé » devront être maintenues fermées. Les occupants devront sortir de la salle « coté parking » si besoin (fumer).

ATTENTION également aux cris, claquements de portes de voiture et discussion prolongée durant la soirée et le départ des occupants.

Article 4 : Conditions d'utilisation

L'heure limite d'utilisation de la salle communale est fixée à 1 heure du matin.

L'utilisateur s'engage à ne pas utiliser de dispositif de production d'énergie par flamme (chauffage, réchaud, plaque, four à gaz ou autres).

L'usage du tabac est strictement interdit dans l'enceinte de la salle communale.

Article 5 : Location matériel

La location du matériel (tables et chaises, vaisselle) sans location de la salle est strictement réservée aux finésiens et ne doit en aucun cas quitter la commune. Le matériel est à retirer à la salle communale sur rendez-vous (le vendredi à 14h00 pour les réservations du week-end). Le retour s'effectue le lundi sur rendez-vous pris avec l'agent communal lors du retrait.

Toute dégradation du matériel ou la non restitution sera facturée à l'utilisateur.

Article 6 : Tarifs

	Tarifs	Caution
Vin d'honneur	80 €	200 €
Loto, théâtre, belote...	80 €	200 €
Repas « 1 jour » (soirée)	200 €	500 €
Repas « 2 jours » (week-end)	350 €	500 €
Repas association	80 €	● 200 €
Électricité	0.30 € /kw/h	
Eau	8 € /m ³	
Vaisselle (couvert complet)	0.70 € /pers.	
Verres (seulement pour les vins d'honneur)	0.20 € /pers.	
Table (1) et 4 chaises	4 € /lot	
Assiettes, carafe, verres, vases, moutardiers	2 €	
Couverts	1.5 €	
Plat, corbeille, louche, saucière, soupière, verseuse	10 €	

Les charges (eau et électricité) seront facturées sur relevé des compteurs par les services de la mairie.

L'utilisateur devra s'acquitter de la facturation des dégradations. En cas de non-paiement, le chèque de caution sera alors encaissé par le Trésor Public.

Article 7 : Responsabilité

Pendant la durée de mise à disposition de la salle communale, l'utilisateur signataire d'une convention est responsable du bon ordre à l'intérieur de la salle ainsi qu'aux abords immédiats, il s'engage à respecter et faire respecter les règles de sécurité et de mise à disposition. L'utilisateur reconnaît avoir pris connaissance des règles générales de sécurité et lors de l'état des lieux des consignes données par le représentant de la commune et s'engage à les appliquer. L'utilisateur reconnaît avoir pris connaissance, avec le représentant de la commune, de l'emplacement des dispositifs d'alarme, des moyens d'extinction (extincteurs) et avoir pris connaissance des itinéraires d'évacuation et de sorties de secours. »

Après en avoir délibéré, à l'unanimité, le Conseil municipal valide le règlement intérieur proposé ci-dessus et autorise Monsieur le Maire signer ce règlement.

IV – SYNDICAT DES EAUX

Monsieur Jean-Yves HONORÉ adjoint au Maire, présente au Conseil municipal le rapport annuel 2013 du Syndicat d'alimentation en eau potable d'Aubigné – Feins – Montreuil - Andouillé
Il est consultable en mairie.

Condition d'exploitation du service : Le service est exploité en affermage. Le délégataire est la société VEOLIA EAU en vertu d'un contrat ayant pris effet le 1^{er} juillet 2012. La durée du contrat est de 12 ans, il prend fin le 30 juin 2024.

Estimation de la population desservie : 4 200 habitants

Nombre d'abonnés 1976 (+ 1,80 %)

Volumes produits à l'usine de traitement de la Chaumière à Feins : Production en 2013 : 157 756 m3 soit + 7,23 %

Volume vendu en 2013 : 139 277 m3 (+ 2,8%) soit une consommation moyenne par abonné de 70,5 m3 pour l'année. Elle était de 70 m3 en 2012.

Prix du service de l'eau : 2,85 €/m3 sur la base de 120 m3 par abonné.

Longueur du réseau en 2013 : 152 kms

Travaux payés en cours d'exercice (réfection du château d'eau) : 207 123 €

Présentation des projets à l'étude (2014/2015) ==> liaison Feins - Montreuil sur Ille : 450 000 €

L'eau distribuée aux abonnés est conforme aux limites réglementaires.

V – DÉGRÈVEMENT JEUNES AGRICULTEURS

Monsieur Jean-Yves HONORÉ, adjoint au Maire, fait part aux membres du Conseil municipal qu'un dégrèvement jeunes agriculteurs a été validé lors de la séance du 24 octobre 2014. Il convient de reprendre une délibération, en modifiant la répartition du dégrèvement car 2 agriculteurs sont concernés.

La collectivité doit rembourser la somme de 255 € aux agriculteurs au prorata des surfaces agricoles louées et en fonction du revenu cadastral les concernant.

Après en avoir délibéré, à l'unanimité, le Conseil municipal, décide de dégrever la somme de 255 € aux agriculteurs en fonction des critères mentionnés ci-dessus.

VI – BUDGET ANNEXE LOTISSEMENT DU ROME : OPÉRATION DE CLOTURE

Monsieur le Maire fait aux membres du Conseil municipal que lors de la séance du 29 août 2014, il a été décidé de clôturer le budget annexe lotissement du Rome dont les investissements sont terminés pour un montant de 22 437 ,37 €.

Au vu de la régularisation de charges de TVA pour un montant d' 1,15 €, il convient de transférer d'excédent de **22 436,22 €** vers le Budget principal.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal, à l'unanimité, décide de clôturer le budget annexe du lotissement du Rome après avoir effectué toutes les opérations de clôture et décide de transférer l'excédent de **22 436,22 €** vers le Budget principal.

VII – CONTRAT ENFANCE JEUNESSE

Contrat enfance jeunesse

Monsieur Jean-Pierre ROBERT, adjoint au Maire, fait part aux membres du Conseil municipal qu'un contrat enfance jeunesse et avenant au contrat entre la Caisse d'Allocations familiales et la commune de Feins doivent être établis. Dès réception des documents de la CAF, ils devront être signés par l'autorité territoriale. La finalité de ce contrat d'objectifs est de poursuivre et optimiser la politique de développement en matière d'accueil de la petite enfance et les jeunes.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal, à l'unanimité, autorise Monsieur le Maire à signer le contrat enfance Jeunesse et tous documents relatifs à cette affaire.

ALSH

Monsieur Jean-Pierre ROBERT, adjoint au Maire, présente aux membres du Conseil municipal une synthèse des budgets prévisionnels dans le cadre de l'ALSH.

Différentes hypothèses sont évoquées :

- Pour 2014 de septembre à décembre (en multisite), le coût pour la commune est de 13 459,00 € dont intégration des factures des communes voisines pour 3 879,00 €
 - Pour 2015 (site multi et unique) le coût pour la commune est de 19 550,00 €
 - Pour 2016 (site unique Andouillé Neuville) le coût pour la commune est de 15 043,00 €
 - Pour 2016 (autogestion commune de Feins) le coût pour la commune est de 34 850,00 €
- Ce sujet sera revu en janvier 2015.

VIII – QUESTIONS DIVERSES

Fermeture mairie

Le secrétariat de mairie sera fermé au Public le samedi 27, le lundi 29, le mardi 30, le mercredi 31 décembre 2014 et le samedi 3 janvier 2015 . Le mercredi 31 décembre 2014, une permanence sera assurée uniquement pour les personnes qui souhaitent s'inscrire sur la liste électorale. Les horaires d'ouverture du 31 décembre seront les suivants : 8h30 – 12h00 et 13h30 – 16h30 (horaire d'ouverture habituel)

Assurance « DOMMAGE OUVRAGE »

Dans le cadre du projet de la restructuration de l'ancien logement de fonction pour créer une salle de classe, la collectivité a sollicité des devis assurance « dommages ouvrages ».

La société Groupama a établi un estimatif de 4 400,00 € TTC (Forfait applicable 4000,00 HT et taxe 9 %), un devis doit être envoyé ultérieurement.

Par ailleurs, la société SMABTP a présenté un devis de 5 493,60 €.

Ce point sera étudié lors d'un prochain conseil

INSEE

Données chiffrées utilisées pour le calcul des populations légales

Population recensée en 2013 : 926

dont ménage 924

communautés : 0

personnes sans abri ou résident dans une habitation mobile terrestre : 2

La population totale est la somme de la population municipale et de la population comptée à part.

Le décret n° 2003 – 485 du 5 juin 2003 fixe les catégories de population et leur composition.

La population municipale comprend les personnes ayant leur résidence habituelle sur le territoire de la commune dans un logement ou une communauté, les personnes détenues dans les établissements pénitentiaires de la commune, les personnes sans abri recensées sur le territoire de la commune et les personnes résidant habituellement dans une habitation mobile recensées sur le territoire de la commune.

La population comptée à part comprend certaines personnes dont la résidence habituelle est dans une autre commune mais qui ont conservé une résidence sur le territoire de la commune :

- les personnes mineures dont la résidence familiale est dans une autre commune mais qui résident, du fait de leurs études, dans la commune ;
- les personnes ayant une résidence familiale sur le territoire de la commune et résident dans une communauté d'une autre commune ; la communauté faisant partie de la liste suivante :
 - services de moyen ou long séjour des établissements publics ou privés de santé, établissements sociaux de moyen ou long séjour, maisons de retraite, foyers et résidences sociales ;
 - communautés religieuses ;
 - casernes ou établissements militaires ;

- les personnes majeures âgées de moins de 25 ans ayant leur résidence familiale sur le territoire de la commune et qui résident dans une autre commune pour leurs études ;
les personnes sans domicile fixe rattachées à la commune au sens de la loi du 3 janvier 1969 et non recensés dans la commune.

BVII

Le syndicat du Bassin Versant de l'Ille et l'Illet propose un programme d'action alternatives « aux pesticide » du 20 au 30 mars 2015. Les communes adhérentes au syndicat intercommunal peuvent proposer des animations.

Des idées sont proposées : expositions, projection de films, portes ouvertes services techniques, balade botanique, concours photos, bourses aux plantes, ateliers débroussaillage, ateliers refuge aux auxiliaires, atelier broyage paillage compostage etc...

Après discussion, le conseil municipal choisit une « Balade botanique ». Il est proposé également d'associer l'école pour cette balade, d'informer la directrice sur cette éventualité et une exposition en mairie.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 23H50

Prochaines réunions les vendredis 30 janvier et 27 février à 20h00.